

DECISION DU MAIRE

Acte administratif

N° 2022/078

Décision portant
délivrance de case au
colombarium
(concession n° 35/2022)

Carré O Allée A n° 6

Nous, Christophe PILCH, Maire de Courrières,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2223-13 à L.2223-18 et R.2223-10 à R.2223-23,

Vu l'arrêté en date du 14 avril 2021 portant règlement municipal du cimetière,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020 déléguant au Maire les pouvoirs prévus par l'Art. L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son Article 2 alinéa 8,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 octobre 2021 fixant les tarifs,

Vu la demande de Mme DONDON-DESBLEUMORTIERS Catherine domiciliée 2 rue Pasteur à Courrières (62710) tendant à obtenir de la municipalité une concession de case dans le colombarium du cimetière communal de Courrières à l'effet d'y fonder la sépulture particulière de M. et Mme.

DECIDE :

Article 1er : Est délivrée à compter du 12 juillet 2022, une concession de case dans le colombarium dans le cimetière communal de Courrières pour une durée de trente années. Celle-ci sise carré O Allée A n° 8 est destinée à la sépulture particulière indiquée ci-dessus.

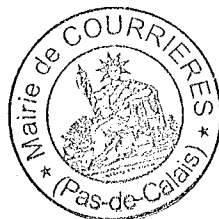
Article 2 : cette concession est accordée à titre de concession nouvelle.

Article 3 : Cette concession est accordée moyennant la somme totale de 993 € qui a été intégralement versée dans la caisse du Receveur Municipal suivant règlement par chèque n° 4101379 de la BNP Paribas en date du 8 juillet 2022.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au titulaire de la concession. Le Conseil Municipal en sera informé dès la prochaine réunion de l'Assemblée. Le présent acte sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune ce jour.

Fait à Courrières, le 29 juillet 2022

Le Maire,
Christophe PILCH
Pour le Maire
L'Adjoint



Voies et délais de recours : Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.